

«De nombreux fruits et légumes vont disparaître»

Propos recueillis par Constance Jamet
27/11/2008

INTERVIEW - Le Collectif «Sauvons les fruits et légumes de France» tire la sonnette d'alarme : le durcissement de la législation sur les pesticides menacerait plusieurs espèces de légumes et de fruits. Explications de Daniel Sauvaitre, un porte-parole du collectif.

Le Collectif «Sauvons les fruits et légumes de France» qui regroupe des producteurs, des scientifiques et des cuisiniers, a présenté jeudi son étude d'impact de la réduction de produits phytosanitaires (pesticides) sur la production de fruits et de légumes. Sa conclusion : avec la révision de la législation européenne et la mise en place du Grenelle de l'environnement, ce sont près de 80% des produits de protection des plantes qui pourraient être interdits d'ici à 2012, ce que réfute la Commission européenne. En l'absence de solutions alternatives, cela provoquerait la disparition de plusieurs espèces de fruits et légumes des vergers français. Explications de Daniel Sauvaitre, producteur de pommes, et porte-parole de Sauvons les fruits et légumes de France pour la filière fruit.

LE FIGARO.FR - Pourquoi la production française de fruits et légumes est-elle menacée ?

DANIEL SAUVAITRE - La profession fait face à une pression énorme sur le plan législatif français et européen pour réduire son utilisation de produits phytosanitaires. Sous l'effet des ONG, de la révision de la directive européenne 91/494/CE et du Grenelle de l'environnement, on nous demande dans un laps de temps très court et sans solution alternative efficace de modifier nos pratiques. Les réglementations nous tombent sur la tête, beaucoup des produits que nous utilisons ont déjà disparu, et ce sont de nombreux fruits et légumes qui vont être balayés de la carte. Personnellement en tant que producteur de pommes, je suis confronté à l'interdiction depuis cet automne du Sevin, qui permet l'éclaircissage des pommiers, c'est-à-dire l'élimination, avant grossissement, d'une partie des fruits de l'arbre pour permettre un bon développement des pommes restantes et des récoltes régulières d'une année sur l'autre. Deux autres molécules plus douces sont disponibles, mais pour que l'éclaircissage soit efficace, il faut dans ce cas en effectuer une grosse partie manuellement, cela peut représenter jusqu'à 400 heures de travail par hectare. Si ce surcoût se généralise, je devrais mettre la clé sous la porte. A titre de comparaison, la production de fruits et de légumes emploie plus de 500.000 personnes en France. Or d'ores et déjà la production de pommes a fortement chuté : de 2,5 millions de tonnes en 2000, elle est passée à 1,6 million de tonnes cette année. En Italie, où une alternative au Sevin efficace existe et où d'autres facteurs de production sont plus favorables, la production est restée presque inchangée, à plus de 2 millions de tonnes.

Y a-t-il des espèces de fruits et de légumes qui seront plus particulièrement touchées ?

Dans un à deux ans, avec la raréfaction des produits phytosanitaires autorisés, ce sont des pans entiers de la production maraichère qui risquent de mourir : les radis, les artichauts, et la mâche nantaise pourraient disparaître en premier. Dans le cas de la mâche, par exemple, on ne peut pas économiquement désherber à la main.

Quelles seront les conséquences pour le consommateur ?

La production française va considérablement baisser, entraînant une augmentation des prix. En outre, les Français mangeront davantage d'aliments traités en provenance d'autres pays. Les fruits et les légumes importés sont produits dans des pays où la législation sur les pesticides est moins rigoureuse comme les pays du Maghreb, l'Europe de l'est, la Chine, l'Italie ou l'Espagne. Pour les agriculteurs, cela signifie le renforcement d'une concurrence très déloyale. La suppression des pesticides posera de nouveaux défis sanitaires. Sans produits phytosanitaires, comment maîtriser les moisissures et les mycotoxines ? La pluie et la chaleur favorisent naturellement l'apparition de champignons, les fruits et les légumes vont ainsi être attaqués par des maladies comme le mildiou ou la tavelure. Or, les rares cas d'intoxication alimentaires sont toujours liés aux mycotoxines dans le cas des fruits et légumes. Ainsi les producteurs de nourriture pour bébé sont très vigilants sur l'absence de patuline (une mycotoxine toxique à faible dose pour les hommes et animaux) dans les pommes que nous leur fournissons.

N'avez-vous pas peur d'apparaître comme un lobby pro-pesticides ?

Nous sommes conscients que l'on risque de nous coller cette étiquette. Je ne me bats pas pour un monde de pesticides. Je souhaiterais que l'on puisse se passer des produits phytosanitaires mais pour le moment les solutions existantes ne nous permettent pas de maintenir notre niveau de production. On ne nous donne pas les moyens de s'en passer. Nous ne disposons que très rarement de molécules pour remplacer celles qui vont disparaître. Homologuer un nouveau produit en France, où la réglementation est plus stricte que chez nos concurrents, freine nettement les initiatives. Par exemple, alors que nos voisins européens ont remplacé le Sévin par le Maxcel, ce produit n'a pas été autorisé ici. La recherche a d'immenses progrès à faire.